

Non à l'Opération Résilience ! Oui à l'Opération Résistance !

Déclaration du Collectif Ni guerres ni état de guerre

Une fois de plus, le 26 mars, Macron a revêtu son costume préféré, celui de la chose militaire, pour lancer l'Opération Résilience et mobiliser l'ensemble des forces armées « pour aider les populations ». Comme toujours avec Macron, la vérité de la phrase apparaît immédiatement dans les actes.

L'Opération Résilience, dont on ne sait rien d'autre qu'une mobilisation des forces armées pour des opérations de police, commence par une action précise : l'envoi de deux porte-hélicoptères dans les « territoires français », aux Antilles et à La Réunion. Et la précision va jusqu'à dire que ces engins de guerre (et l'hôpital militaire qu'ils contiennent) ne seront pas utilisés pour des opérations sanitaires ! Quelle sera donc l'utilité de ce corps expéditionnaire envoyé dans les DOM, où la situation est explosive tant la colère est immense ?

Les populations n'ont pas besoin de la « résilience », du rebond proposé par Macron et son armée : le rebond est déjà là, sans l'aide de l'État et souvent contre lui, avec le personnel soignant et des EHPAD, avec les salariés qui aident à vivre, les caissières, les boulangers et leur équipe, les salariés de l'énergie, du transport, du service des eaux, les éboueurs, les livreurs, les enseignants, les associations qui continuent leur service auprès des migrants, des démunis, des sans-abris, et tant d'autres, qui doivent arracher par la lutte de maigres protections. Toutes ces forces de travail n'attendent plus rien de l'État, qui ne sait que leur infliger la privation de leurs droits collectifs et l'infamie des déclarations quotidiennes de ses dirigeants.

Et le rebond sera là, le jour d'après, pas celui que préparent Macron et son armée, car c'est de cela qu'il s'agit.

Pour eux : faire repartir sans tarder une économie en lambeaux, la machine à produire du fric, à tout prix, au prix de la vie même, aller le fusil dans le dos travailler 60 heures par semaine sans protester au nom de « l'union nationale » et de la « reconstruction ».

Pour nous : plus jamais ça ! Plus jamais les œuvres de mort en Afrique, au Moyen-Orient, aux frontières méditerranéennes. Plus jamais des services publics ruinés, plus jamais un système voué uniquement à l'accumulation de profit, où l'oppression de genre et de race vient s'ajouter à l'exploitation de tous.

Pour eux : sauve qui peut pour échapper au jugement du peuple, aux comptes qu'ils devront rendre y compris devant la justice, parce rien n'a été préparé ni entrepris pour protéger la population.

Pour nous : prendre notre destin en main, comme nous le faisons dès maintenant, et imposer les mesures les plus radicales pour bâtir enfin un monde débarrassé de la guerre, de l'oppression et de l'exploitation, et aussi de l'infamie.

Voilà donc quelle belle « civilisation » les bombes françaises allaient exporter en Afrique et au Moyen Orient, et partout où « le drapeau français doit flotter » (François Hollande) : un système qui n'a rien à faire de leurs vies, là-bas, et qui aujourd'hui démontre qu'il n'a rien à faire de nos vies, ici, sur le territoire même de l'État impérialiste français, ici où il nous faut à tout prix élever le niveau de la lutte anti-impérialiste et anticapitaliste.

Le Collectif *Ni guerres ni état de guerre* s'oppose fermement au plan Résilience et aux ordonnances scélérates de l'état d'urgence sanitaire. Depuis sa création, notre Collectif a dénoncé et combattu, avec d'autres, les lois et mesures liberticides imposées au nom de « la guerre contre le terrorisme ». Aux dispositions de l'état d'urgence passées dans la loi s'ajoute aujourd'hui la limitation des droits des travailleurs.

Le Collectif *Ni guerres ni état de guerre* s'associe à toutes les actions dénonçant ces attaques et à toutes les initiatives qui préparent le jour d'après, dans l'unité la plus large, et dans la fermeté des principes qui nous animent.

Le 27 mars 2020